



**Boulogne, le 12 mars 2012**

**ARCEP  
Monsieur Laurent TOUSTOU  
7, square Max Hymans  
75730 PARIS CEDEX 15  
e-mail : m18@arcep.fr**

Monsieur,

Je vous communique par ce courrier la réponse de la société LCI à la consultation publique sur l'analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre publiée par l'ARCEP.

Comme vous le savez, la société LCI appartient au groupe TF1 et est diffusée sur la TNT sur le multiplex R6 qui est géré par la société SMR6.

Notre réponse détaillée est celle commune au groupe TF1 et elle est jointe à ce courrier.

Je souhaite cependant insister sur le caractère essentiel de la régulation qui doit être poursuivie par l'ARCEP sur la diffusion audiovisuelle terrestre.

LCI est une chaîne d'information disponible auprès des abonnés aux offres de télévision payante. Elle doit à ce modèle d'affronter un double objectif de qualité et d'audience dans un marché français des chaînes d'information très concurrentiel. Qualité car la reprise rémunérée par les opérateurs de télévision payante ne se conçoit que si la chaîne enrichit l'offre de chaînes. Audience car la vente d'écrans publicitaires est directement liée à l'audience de la chaîne.

Parmi les réseaux utilisés par la chaîne, la TNT est de très loin le plus coûteux, alors même que le nombre d'abonnés est à ce jour très insuffisant. Le coût de ce réseau doit baisser de façon considérable pour permettre à l'offre payante de se développer. Il est donc essentiel, au-delà de la mise en concurrence des acteurs que la société SMR6 exerce pour notre compte, que l'hébergement sur les sites, qui dépasse les 60 % du coût du réseau, soit fortement régulé. Ce pourcentage augmente de façon continue depuis quelques années, alors même qu'aucun réinvestissement n'a été effectué à l'occasion du passage au tout numérique. Aussi la position de l'acteur dominant lui permet visiblement de ne pas accompagner la baisse de prix à un rythme normal.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier, je vous prie de recevoir l'expression de mes sentiments distingués.

**Eric REVEL**

**Directeur Général**



Lundi 12 mars 2012

---

## **CONSULTATION ARCEP BILAN ET PERSPECTIVES 2012**

### **Réponse détaillée – Groupe TF1**

---

Contact : Frédéric Denizet – [fdenizet@tf1.fr](mailto:fdenizet@tf1.fr)

Dans le cadre de la consultation publique lancée par l'ARCEP le 7 février 2012 sur la base de son analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre, la chaîne TF1 souhaite apporter des éclairages et des propositions qu'elle juge nécessaire pour définir au mieux le prochain cycle de régulation du dit marché. Nous tenons à souligner la qualité du document rédigé par l'ARCEP tant par l'exhaustivité et la pertinence des points abordés que par le sérieux et la neutralité avec lesquels ils semblent avoir été traités.

En amont des réponses apportées, nous souhaitons rappeler à l'ARCEP la particularité et les enjeux de la TNT qui représentent les fondements de nos observations et propositions au bénéfice d'un marché juste et équitable.

La dynamique fantastique de déploiement des réseaux IP haut débit en France ainsi que la pérennité des offres de réception câble/satellite assurent un éventail de modes de réception TV non contraint à la télévision terrestre uniquement. La progression du très haut débit permettra sans doute, dans les années à venir, une assise plus importante encore de la réception IPTV. Cependant, cette analyse ne peut absolument pas remettre en cause la pérennité de la TNT en tant que premier mode de réception à date mais également et à minima pour cette prochaine décennie. Ce constat repose sur trois dynamiques majeures de la télévision hertzienne : 1. la croissance de la réception, 2. le dynamisme et l'innovation de la plateforme, et enfin, 3. son caractère incontournable pour les chaînes gratuites.

1. Premier mode de réception sur le poste principal, la télévision terrestre est le seul mode de réception de référence pour le poste secondaire. Conséquence indirecte du passage au tout numérique, la part des foyers équipés d'un second téléviseur est en forte progression. Les technologies câsat et IP ne permettent pas une réception TV aisée sur le second écran TV là où la TNT assure de façon quasi systématique une telle réception (facilitée par la généralisation des tuners TNT au sein des téléviseurs). De plus, on notera un fort taux d'équipement en antennes râteau en France offrant un vrai avantage à la TNT que nul autre réseau ne saurait offrir. Enfin, aucun mode de réception TV autre que la télévision terrestre n'est soumis à des obligations strictes de couverture nationale et régionale. Ainsi, Un tel cadre illustre l'aspect hégémonique et en progression de la TNT dans le paysage TV français adossé à un caractère de réception quasi universel et gratuit.

2. Par le biais du HD Forum l'ensemble des éditeurs travaille activement au développement d'un environnement applicatif sur la base de la technologie HbbTV qui se nommera TNT 2.0. Au-delà de la simple exploitation de capacités techniques, les éditeurs hertziens ont la volonté de mettre en place un écosystème broadcast/broadband interactif au service du linéaire et du non linéaire, fondement de nouveaux usages TV hertzien à venir. De plus, le simulcast SD/HD de certaines chaînes historiques et l'arrivée de 6 nouvelles chaînes HD sur la TNT confirment la volonté de cette plateforme d'offrir une image d'excellence et de référence pour les autres réseaux de diffusion tels que l'ADSL, le câble, et le satellite. Ces points illustrent avec force le dynamisme et l'innovation de la TNT au profit d'une plateforme pérenne.
3. Enfin, le chiffre d'affaires de la publicité capté par le câbsat est en baisse au profit d'une augmentation du chiffre d'affaires publicitaire sur la TNT. Ce constat illustre le caractère incontournable de la présence des chaînes gratuites sur la TNT, autrement dit d'un pan majeur du paysage audiovisuel français comme en témoigne l'abondance des dépôts de dossiers de chaînes gratuites sur R7/R8.

Ainsi, au regard du positionnement actuel de la TNT en France et de ses évolutions à venir, nous souhaitons partager notre certitude quant à la place prédominante et en progression de cette plateforme dans les modes de réception TV pour cette décennie et nous considérons qu'à ce titre elle doit faire l'objet de la plus grande attention quant à sa gestion. Une régulation pertinente du marché amont de la diffusion est en ce sens une nécessité de la télévision terrestre tant pour le prochain cycle de trois ans qu'au-delà.

<b>Question 1</b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse sur le marché amont par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.</b>
-------------------	---

### **Démarche PATN+10ans :**

Nous observons dans l'analyse réalisée par l'ARCEP une interprétation qui nous semble erronée concernant les durées de contrat de diffusion demandée à PATN+10ans ou PATN+5ans (en préparation de PATN+10ans). Tandis que l'ARCEP qualifie cette démarche comme défavorable aux acteurs les plus petits et avantageuse pour TDF, l'ambition que nous donnons à cette démarche est tout autre. En effet, le regroupement par date de passage au tout numérique des sites permet aux opérateurs de diffusion :

- de mieux maîtriser l'organisation de leur maintenance sur le territoire grâce à la dimension régionale des PATN successifs,
- d'obtenir une meilleure visibilité de mutualisation possible de site dans le cas où plusieurs multiplex seraient dans une logique de PATN+10ans.

Cette démarche, au bénéfice des opérateurs de diffusion, permet également de rationaliser l'organisation des renégociations de contrats au sein d'un multiplex. Nous nous tenons à disposition de l'ARCEP pour détailler si nécessaire les fondements justifiés d'une telle démarche.

### **Difficultés avérées de répliquabilité des sites :**

Nous tenons à insister sur l'aspect tout à fait particulier concernant les infrastructures de diffusion TNT qui impose un contexte de répliquabilité très difficile à mettre en œuvre :

- Réorientations des antennes très limitée
- Sites de grande hauteur pour assurer une couverture large
- Villes ou associations de particuliers souvent réticents au développement d'infrastructures alternatives (ex. : Itas sur Bozel 2)
- Zones géographique parfois particulière (montagne, lieu protégé,...) ne permettant pas d'envisager un projet d'infrastructure alternative

<b>Question 2</b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse des perspectives de la diffusion TNT, par des informations supplémentaires ou des points qu'elles n'auraient pas cités.</b>
-------------------	--

### **Croissance du marché TNT :**

Comme indiqué en préambule de ce courrier et à contrario de ce qui a été analysé par l'ARCEP, nous considérons que la TNT est un mode de réception TV en croissance et nous n'approuvons pas à la remise en cause éventuelle de la régulation du marché pour le cycle 2015-2018.

### **Déploiement de R7 et R8 :**

L'arrivée de deux nouveaux multiplex (R7/R8) sur le marché créera une effervescence incontestable. Cependant, nous attirons l'attention de l'ARCEP sur les sites qui, malgré l'absence de concurrence, devront attester d'une baisse substantielle liée à la mutualisation de R7 et R8. Un suivi particulier de cette baisse pourrait être nécessaire. En effet, sur une structure de coût quasi fixe l'accroissement de recette est de 30% (accueil de R7 et R8), il doit donc se répercuter en une baisse pour les multiplex diffusés.

### **Amortissement des infrastructures:**

Il est acquis que les infrastructures de diffusion imposent un investissement à long terme concernant :

- Le foncier (terrain)
- Le pylône
- Le système antenne

Cependant, la quasi totalité des sites de l'opérateur historique sont acquis de longue date rendant alors illégitime la prise en compte de coûts d'amortissement « factices » dans le calcul du prix des

sites en question. Sur cette base, il semble impératif qu'à chaque prochain renouvellement de contrat soit adossé une baisse du prix substantielle.

Il est à noter que les investissements cités par TDF pour la période du passage au tout numérique (soit 240 millions d'euros), devraient entièrement être réaffectés au poste de la diffusion technique et non à celui de l'hébergement.

<b><u>Question 3</u></b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la définition du marché pertinent qu'elle propose.</b>
--------------------------	--

#### **Pertinence de la régulation :**

En complément de l'analyse de l'ARCEP à laquelle nous adhérons, nous souhaitons souligner le positionnement hégémonique de TDF sur les infrastructures essentielles lui permettant de capter une part importante du marché aval par le biais de son activité d'hébergement à destination des opérateurs de diffusion. Ainsi, afin d'éviter toute conséquence néfaste au développement de la concurrence, il convient de réguler avec la plus grande prudence le marché amont de la diffusion.

<b><u>Question 4</u></b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des 3 critères » au présent marché.</b>
--------------------------	---

Nous sommes en phase avec l'analyse de l'ARCEP.

<b><u>Question 5</u></b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'analyse de l'Autorité concernant la situation de TDF sur le marché.</b>
--------------------------	---

Nous sommes en phase avec l'analyse de l'ARCEP.

#### **Flexibilité des contrats d'hébergement sur le marché amont :**

Nous constatons que l'opérateur historique se refuse à proposer des durées de contrat autres que 5 ans. Cette durée proposée légitimement par les opérateurs de multiplex lors du lancement de la TNT n'a pas à être pour autant figée ; l'associer au cycle actuel de réglementation est faux et vouloir l'intégrer dans le prochain cycle est dangereux pour le développement de la concurrence. En effet, plusieurs fois les opérateurs de diffusion alternatifs nous ont remonté un champ d'action de leur offre limité du fait d'un engagement à 5 ans imposé par TDF pour les différentes prestations d'hébergement. Les multiplex eux-mêmes par exemple souhaitent prolonger d'une ou plusieurs années leurs contrats en cours.

Au bénéfice d'une plus grande flexibilité de la concurrence et d'une utilisation juste d'infrastructures amorties, nous demandons à ce que ce point soit traité avec la plus grande vigilance par l'ARCEP, et que TDF soit contraint à proposer des offres équitables plus courtes (à partir d'une année).

<b>Question 6</b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la proposition d'un encadrement tarifaire (pour les prestations imposées à TDF) issu d'un modèle technico-économique de réseau établi par l'ARCEP, ainsi que sur les différentes modalités envisagées.</b>
-------------------	--

### **Définition et gestion de la liste des sites non-réplicables :**

Afin de maintenir une régulation du marché juste pour l'ensemble des acteurs, nous proposons de définir comme non-réplicables tout site du réseau principal :

- Un nombre important de sites sont déjà classés comme non-réplicables,
- Les sites listés sont de grande hauteur nécessitant une surface au sol importante,
- Un nombre important de sites se trouvent sur des points rares,
- Un double pointage d'antenne est inenvisageable car la population couverte est très importante.

Chaque mise en place de sites alternatifs sur des zones considérées comme non-réplicable devrait faire l'objet d'une mise à jour de la liste sans pour autant remettre en question sa légitimité. En effet, il est important de noter que chaque site de diffusion est un cas particulier lié à un contexte technique et environnemental qui lui est propre.

Les sites non-réplicables doivent faire l'objet d'offres orientées coûts en tenant compte de l'amortissement effectif des différentes infrastructures. En ce sens, nous préconisons un audit biannuel public site à site.

<b>Question 7</b>	<b>L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les autres évolutions envisagées en termes d'obligations mises en œuvre sur le marché</b>
-------------------	---

Nous préconisons un statu quo sur les autres obligations de TDF qui permettent, selon nos observations, de favoriser le développement de la concurrence.

<b><u>Observations complémentaires</u></b>	<b>Prestation de réception du signal satellite dans le cadre du transport de multiplex</b>
--	--

En complément des questions adressées par l'ARCEP, nous souhaitons porter à sa connaissance nos réflexions concernant la problématique de réception du signal satellite sur les sites de diffusion.

#### **Contexte – Utilisation du transport satellite :**

Quatre multiplex sur les six existants utilisent le satellite comme transport primaire de leur multiplex. Si les opérateurs satellite des différents multiplex peuvent différer, tous les multiplex utilisent le même satellite : AB3.

#### **Contexte – Hébergement des paraboles :**

La réception du transport satellite d'un multiplex concerne environ une centaine de sites du réseau principal et plus de trois cents sites du réseau secondaire. Comme l'ARCEP l'a présenté avec justesse sur son schéma, une réception satellite sur site impose, en plus des équipements de traitement, des surfaces d'hébergement pour les paraboles. Il y a donc au sein de l'activité d'hébergement un pan important dédié à la réception satellite.

#### **Contexte – Mutualisation et Loyer:**

Malgré la mutualisation certaine des équipements et des infrastructures outdoor (parabole, tranchée, dalle,...) nous ne constatons pas d'impact sur les tarifs pratiqués. Ainsi, nous pensons qu'une part importante de la facturation tous multiplex pour la prestation d'hébergement (+ équipement outdoor) satellite officiellement dédiée à l'amortissement des investissements représentent finalement un surplus de marge. Enfin, nous tenons à souligner le montant du loyer que nous jugeons prohibitif pour une dalle de 4m<sup>2</sup> ; il est en effet supérieur à 460 euros/m<sup>2</sup> pour un site du réseau principal.

#### **→ Proposition – Encadrement stricte des tarifs:**

Nous estimons à environ 3,2 millions d'euros le marché de la réception satellite pour les quatre multiplex utilisant ce transport. En ce sens, Nous demandons à ce que la réception satellite fasse l'objet d'un encadrement particulier assurant :

- une tarification en lien réel avec les mutualisations opérées site à site,
- un montant de loyer raisonnable basé sur le prix du mètre carré local.